

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

PRESTATIONS DE FORMATION A DESTINATION DE REPRENEURS POTENTIELS DE PME/PMI

Réf.marché : CCIR-DRE-2025-09

Date et heure limites de réception des offres :

MARDI 08 AVRIL 2025 A 12H00

2025

ARTICLE 1. INTERVENANTS

1.1. Représentation de l'acheteur

CCI de région HAUTS-DE-France

299 BOULEVARD DE LEEDS

CS 90028

59031 LILLE CEDEX

Représentée par son Président, ou toute personne ayant eu une délégation préalable.

L'ordonnateur est le Président de la CCI de région Hauts-de-France dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

1.2. Représentation du Titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG-PI, le titulaire doit désigner à l'acheteur, la personne physique (nom, prénom, n° téléphone, adresse et adresse électronique valide) ayant qualité pour le représenter lors du dépôt de son offre.

Il présentera à cette occasion le niveau de compétence et d'expérience de l'interlocuteur par un curriculum vitae.

En cas de changement de cet interlocuteur unique en cours d'exécution, le titulaire communique le nom, les coordonnées et le curriculum vitae du nouvel interlocuteur dans un délai de 7 jours calendaires suivant le changement par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI sans délai.

Ce remplaçant est réputé disposer de compétences au moins équivalentes à l'interlocuteur unique initial.

L'acheteur dispose de 10 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié et il encourt également les pénalités prévues au présent CCAP.

1.3. Co-traitance

Si le contrat est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

ARTICLE 2. OBJET DE L'ACCORD-CADRE ET DISPOSITIONS GENERALES

2.1. Objet

Le présent marché a pour objet la sélection des prestataires appelés à déployer une formation à destination de repreneurs potentiels de PME/PMI.

Dans le cadre de ses actions en faveur de la reprise d'entreprise, la CCI de région Hauts-de-France propose aux candidats repreneurs PME/PMI, une formation à la reprise d'entreprise, sous forme d'ateliers courts leur permettant de consolider leur projet personnel d'acquisition d'une entreprise et de partager l'expérience avec des personnes engagées dans la même démarche de reprise d'entreprise.

L'objectif est d'accompagner le repreneur dans la validation de sa démarche et la définition de son projet de reprise, de travailler sur l'ensemble des étapes d'une reprise d'une PME/PMI, de permettre aux participants d'acquérir les compétences minimums nécessaires pour préparer un projet de reprise d'entreprise et analyser des entreprises à reprendre en tenant compte du processus complet d'une reprise, du contexte local et de ses ressources.

2.2. Procédure

Le marché est passé selon une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du code de la commande publique.

2.3. Forme et montants

Ce marché prendra la forme d'un accord cadre multi attributaires qui donnera lieu à l'émission de bons de commande conformément aux dispositions de l'article R2162-2 du code de la commande publique.

Le nombre maximum d'attributaires est fixé à trois (3) - sous réserve d'un nombre suffisant de réponse.

L'accord-cadre sera exécuté au moyen de bons de commande. La dévolution des bons de commande sera effectuée à **tour de rôle** selon le classement établi lors de l'analyse des offres.

Toutefois si un titulaire se voit confier un bon de commande mais que sa charge de travail ne lui permet pas d'honorer la mission, il devra en informer sans délai le pouvoir adjudicateur. La mission sera alors attribuée à l'entreprise suivante.

Cet accord cadre est établi sans montant minimum et avec un montant maximum annuel de 30 000 € HT, soit 120 000 € HT maximum sur la durée maximale de l'accord-cadre.

Les candidats sont informés que le pouvoir adjudicateur, peut, conformément à l'article R 2185-1 du code de la commande publique, décider à tout moment de déclarer sans suite la procédure pour des motifs d'intérêt général.

2.4. Durée et délais d'exécution

Le marché prend effet à compter du 25 avril 2025 pour une durée ferme de 12 mois ou à compter de sa notification si elle intervient ultérieurement. Le cas échéant, la date de prise d'effet du contrat fera l'objet d'une mise au point lors de l'attribution, dans l'acte d'engagement.

Ce dernier sera reconductible maximum 3 fois par tacite reconduction pour une durée 12 mois sauf dénonciation au minimum 3 mois avant la date anniversaire du marché.

Les prestations seront exécutées au fur et à mesure de la survenance des besoins par l'émission des bons de commande.

Les délais d'exécution ou de livraison sont fixés dans chaque bon de commande conformément aux stipulations du marché.

L'émission des bons de commande ne peut se faire que pendant la période de validité de l'accord-cadre. L'exécution des bons de commande ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité du contrat public, à l'exception des bons de commande émis pendant la validité du marché public en cas d'inachèvement des prestations à la fin du marché public, étant précisé que le délai d'exécution ne peut excéder trois (3) mois après date limite de validité de validité de l'accord-cadre.

2.5. Reconduction du contrat

La reconduction intervient :

- Au plus tôt à compter de la date de notification du bon de commande qui provoque le dépassement du montant maximum annuel
- Au plus tard au terme d'un délai d'un an à compter de la date de notification de l'accord-cadre initial.

Si le montant maximum de la périodicité en cours est atteint avant le terme de l'accord-cadre initial, la périodicité suivante pourra débuter par anticipation à une date convenue entre le représentant de l'acheteur et le(s) titulaire(s) par le biais d'une modification.

Si le montant maximum de la dernière périodicité est atteint avant le terme de l'accord-cadre initial, ce dernier prend fin de plein droit.

2.6. Prolongation du délai d'exécution

Le titulaire doit signaler immédiatement au service Appui de la CCI Hauts de France, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution des prestations dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues.

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter le délai d'exécution du fait d'un événement revêtant le caractère de force majeure ou du fait de l'acheteur, une prolongation du délai est accordée, dans les conditions visées à l'article 13.3 du CCAG.

En revanche, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit, s'il le juge nécessaire, de faire application des pénalités prévues au présent CCAP.

2.7. Décomposition en lots

Le marché est composé d'un lot unique. La décomposition en lot du marché, rendrait techniquement et financièrement l'exécution plus complexe.

2.8. Options (au sens du droit communautaire)

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, conformément à l'article R2122-7 du code de la commande publique, de passer sous forme de marchés négociés sans publicité préalable et sans mise en concurrence des marchés de services ou travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles confiées au titulaire du marché.

2.9. Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du C.C.P., le marché pourra être modifié selon les clauses suivantes :

- a) Ajustement des prestations : les parties pourront convenir de réexaminer la nature et/ou l'étendue des prestations, ainsi que le délai ou les dates potentielles d'exécution, en cas de survenance, en cours d'exécution du marché, d'événements relevant d'aléas ou de difficultés matérielles ou temporelles, lorsque ces ajustements sont nécessaires au parfait achèvement des prestations.
- b) Augmentation du montant maximum de l'accord-cadre :
Lorsque 90 % du maximum du présent accord-cadre a été atteint, l'acheteur en informe les titulaires. Dans un délai de quinze (15) jours à compter de ce signalement, les parties échangent sur la possibilité de modifier à la hausse le maximum de l'accord-cadre ou dans la limite de 10 % du maximum initial.
- c) Modification de la clause de révision des prix:

En cours d'exécution, si la formule de révision des prix de l'accord-cadre initial, convenue initialement se révèle être inadaptée ou ne permet pas d'opérer la compensation nécessaire, les modifications suivantes pourront être apportées par voie d'avenant :

- le ou les indices fixés initialement pourront être adaptés

- un ou des indices supplémentaires pourront être ajoutés
 - la périodicité des révisions pourra être revue
 - toute formule inapplicable pour cause d'erreur matérielle pourra être modifiée pour devenir applicable.
- d) d) En cas de défaillance du mandataire du groupement titulaire lors de l'exécution contractuelle :

Les membres du groupement disposent d'un délai de huit (8) jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure envoyée par le représentant du pouvoir adjudicateur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur, un acte modificatif sera passé sur cette base afin de modifier le marché public. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, le marché public sera résilié.

La réalisation de cette clause de réexamen se fera par voie d'avenant.

ARTICLE 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1. Pièces constitutives du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG – PI, les pièces constitutives du marché et par ordre de priorité sont les suivantes :

- L'Acte d'Engagement
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, en vigueur lors de la remise des offres ou en vigueur lors du mois d'établissement des prix (mois mo) ;
- L'offre technique du candidat
- Les bons de commande émis au fur et à mesure de l'exécution ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

Le titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, de tous les textes administratifs nationaux ou locaux et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

ARTICLE 4. OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1. Obligations du titulaire

4.1.1 Programme de réalisation des prestations

La prestation sera suivie par la personne nommément désignée dans le mémoire technique. Tout changement de cet interlocuteur devra être notifié sans délai au Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés dans son mémoire technique.

Ceux-ci doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

Si pour une raison indépendante de sa volonté un des personnels désignés dans le mémoire technique du titulaire est dans l'impossibilité d'assurer lui-même la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai le Pouvoir Adjudicateur par télécopie ou par courriel.

Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise ni altérée.

Le titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de récuser le remplaçant proposé par le titulaire et de lui demander la présentation d'un nouvel intervenant.

La CCI se réserve le droit de modifier, de reporter ou d'annuler une session si des circonstances indépendantes de sa volonté l'y obligent, en particulier si le nombre de participants est jugé pédagogiquement insuffisant et ce jusqu'à trois (3) jours calendaires avant son démarrage.

Dans ce cas, la prestation ne pourra être facturée et le titulaire ne pourra prétendre à aucun dédommagement.

4.1.2 Qualification du personnel dédié

L'affectation de son personnel par le Titulaire du marché devra être fait en prenant toutes les précautions nécessaires à la bonne réalisation des prestations, et conformément aux engagements du mémoire technique.

Le Titulaire est réputé avoir vérifié l'exactitude des qualifications du personnel intervenant sur ces prestations. Les intervenants possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leurs sont confiées.

Le titulaire veillera à la formation de ses agents sur chacun des sites aux modalités et fonctionnalités des sites

4.1.3 Absence, départ, remplacement du personnel

En cas d'absence ou de défection d'une personne affectée à l'exécution de la prestation, remettant en cause la bonne exécution des prestations, le titulaire doit en aviser immédiatement l'interlocuteur désigné par la CCI Hauts-de-France par mail ou par lettre recommandée avec accusé de réception. En outre, le Titulaire doit prendre les dispositions nécessaires pour que l'exécution de la prestation ne s'en trouve pas compromise, ni altérée. Le Titulaire est obligé de désigner un remplaçant d'expérience au moins équivalente et d'en communiquer sans délai le nom, les qualifications et les références au Pouvoir Adjudicateur pour accord. Ainsi, la personne proposée doit recevoir dans tous les cas l'agrément du Pouvoir Adjudicateur avant de prendre ses fonctions.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du coût de la prestation.

De-même, toute modification dans l'attribution des tâches confiées doit faire l'objet d'une information préalable à toute intervention.

A défaut de transmission préalable de ces informations, le personnel du Titulaire ne sera pas autorisé à intervenir sur le dossier et le titulaire encourt les pénalités telles que précisées à l'article 10 du présent document.

Un état complet du personnel chargé des prestations est remis au représentant habilité du Pouvoir Adjudicateur sur demande, et dans un délai de 4 jours maximum à compter de la réception de la demande.

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement du personnel qui s'avèrerait inadapté à l'exécution des prestations ou qui ne satisferait pas aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux de l'événement. Le Titulaire procédera à son remplacement dans les conditions indiquées précédemment à la suite des justifications du Pouvoir Adjudicateur.

A défaut du respect strict des dispositions du présent article, tout changement d'interlocuteur pourra constituer une cause de résiliation anticipée du marché aux torts du titulaire et sans indemnité, nonobstant toutes autres demandes d'indemnisation.

4.1.4 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu de maintenir confidentiels tous les renseignements et documents qui lui sont communiqués dans le cadre du marché et de ne pas les utiliser, divulguer et/ou reproduire, ainsi que les produits qui lui sont confiés pour d'autres usages que celui faisant l'objet du marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter cette obligation par ses collaborateurs.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou orale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable du Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire est soumis en outre à une obligation de conseil, il lui revient de conseiller le représentant du Pouvoir adjudicateur mais également de l'alerter sur les points de vigilance à avoir, possibles oublis etc.

Tout manquement à cette obligation pourra conduire à la résiliation du marché et ce, par dérogation à l'article 32.2 du C.C.A.G. – PI, sans préavis et sans indemnités, sans préjudice des dommages et intérêts et de toutes les pénalités qui pourraient être infligées au Titulaire du fait des indiscrétions commises.

4.1.5 Restitution documents

En cas de besoin, le pouvoir adjudicateur met à la disposition du Titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation de la mission ou lui facilite l'obtention des informations et renseignements dont il pourrait avoir besoin. Tous les documents qui auront ainsi été mis à disposition devront être remis au représentant de la personne publique dans les 15 jours suivant la fin de mission.

4.1.6 RGPD

Lors de l'exécution du présent marché, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, laquelle déroge au CCAG, et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (ci-après dénommé « R.G.P.D. »), ainsi que la loi 2018-493 relative à la protection des données personnelles du 20 juin 2018.

Le titulaire est assimilé au titre du présent marché public à un sous-traitant au sens de l'article 28 du règlement susvisé.

A ce titre, dans le cas où il traite des données à caractère personnel, le titulaire s'engage notamment à :

- traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du marché public ;
- traiter les données conformément aux instructions de la CCI.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public ;
- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- ne pas recruter un sous-traitant sans l'autorisation écrite préalable, spécifique ou générale de la CCI.
- prend toutes les mesures requises en matière de sécurité des données telles qu'imposées par l'article 32 du R.G.P.D.
- supprimer ou renvoyer ces données, selon les instructions de la CCI.

- mettre à la disposition de la CCI toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du R.G.P.D. et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement de la CCI ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement la CCI.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer la CCI de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

Il appartient à la CCI d'informer les personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le titulaire du marché doit aider la CCI à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire du marché des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire du marché est tenu d'en informer la CCI par courrier électronique dans les meilleurs délais.

Le titulaire du marché notifie à la CCI toute violation de données personnelles dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance et par courrier électronique. La notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à la CCI, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Au terme du marché, le titulaire du marché s'engage à détruire toutes les données personnelles dans un délai de 30 jours. Il informe la CCI par courrier électronique de la bonne exécution de son obligation de destruction.

En cas de méconnaissance de la réglementation, le titulaire du marché s'expose à une amende administrative et à des sanctions pénales ».

4.2. Obligations du pouvoir adjudicateur

Le Pouvoir Adjudicateur désignera un interlocuteur privilégié du titulaire dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire de l'accord-cadre.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat.

5.1. Modalités de commande

L'exécution des prestations se fait au fur et à mesure et dans les conditions fixées par les commandes. Les bons de commande seront envoyés mail.

Dès réception d'un bon de commande par le titulaire, celui-ci doit en accuser réception sans délai et doit, à cet effet, communiquer au représentant de la CCI de région Hauts-de-France :

- la date de réception du bon de commande
- le cas échéant, le numéro d'enregistrement interne du titulaire, du bon de commande
- toute autre information utile pour la bonne gestion du bon de commande, notamment erreurs ou omissions décelées.

Cette communication au représentant de la CCI Hauts-de-France sera réalisée par courriel.

Les bons de commande indiquent au minimum :

- Les prix unitaires et quantités à mettre en œuvre conformément au prix mentionné dans l'acte d'engagement
- La date d'exécution de la prestation
- Le lieu d'exécution de la prestation
- Le montant correspondant aux prestations commandées.

5.2. Modalités d'exécution

Les prestations seront effectuées dans le respect du délai d'exécution.

Les prestations seront exécutées conformément aux prescriptions du présent document.

Les frais inhérents à l'exécution des prestations sont à la charge du fournisseur et réputés inclus dans les prix unitaires des prestations.

5.3. Délais d'exécution

Les dates d'exécution des prestations seront communiquées au titulaire par émission d'un bon de commande.

La durée maximale d'exécution des bons de commande est fixée à 5 jours ouvrés.

5.4. Prolongation du délai d'exécution

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-PI, une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le représentant de la CCI de région Hauts-de-France lorsque l'exécution des prestations ne peut être effectuée dans le délai contractuel pour une cause n'engageant pas la responsabilité du titulaire.

Pour pouvoir bénéficier de cette prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler au représentant du pouvoir adjudicateur, par courriel ou par télécopie, ou par lettre recommandée avec avis de réception, les causes échappant à sa responsabilité qui font obstacle à l'exécution de l'accord-cadre dans le délai imparti, ainsi que la date à laquelle ces dernières sont apparues. Il formule en même temps une demande motivée de prolongation du délai d'exécution des prestations et indique au représentant du pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée, si elle est connue.

Le représentant de la CCI de région Hauts-de-France dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de cette demande pour notifier sa décision au titulaire. En l'absence de réponse dans ce délai, la demande du titulaire est réputée acceptée pour la durée demandée.

5.5. Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Les dispositions des articles 32 à 35 du CCAG-PI s'appliquent.

La propriété intellectuelle porte sur les résultats de l'ensemble des prestations de formation prévues au marché et notamment l'ensemble des livrables.

Le pouvoir adjudicateur peut utiliser librement les résultats, même partiels, des prestations.

Il acquiert la propriété des résultats des prestations à l'occasion de l'exécution du marché.

Le titulaire cède à l'administration tous droits de reproduction, utilisation, adaptation, modification des résultats. La cession des droits de propriété intellectuelle est effectuée sans limitation géographique pour toute la durée de protection des droits de propriété intellectuelle et pour le monde entier.

En fonction de l'état de la technique au jour de la signature du présent marché la cession porte sur l'utilisation des résultats sur tout format présent et à venir linéaire ou non-linéaire, tout vecteur de communication et support de toute nature, tels que tout moyen électronique, de télécommunication et de communication électronique, intranet, internet, extranet, ADSL, WAP, i-mode, GSM, GPRS, UMTS et sur tout support présent et à venir, notamment papier, électronique, magnétique, disque, réseau, disquette, CD ou DVD.

Il est précisé également que le pouvoir adjudicateur détient la propriété intellectuelle des produits qu'il fournit au titulaire.

Le titulaire ne peut utiliser, ni les résultats des prestations, ni les produits que la CCI de région Hauts de France lui fournit, à d'autres fins que celles prévues au marché et en aucun cas pour ses besoins propres.

ARTICLE 6. ATTENDUS ET OBJECTIFS PEDAGOGIQUES DE LA FORMATION

Tout doit être mis en œuvre pour donner du sens et impliquer les stagiaires dans leur formation, renforcer et développer leur autonomie dans l'acquisition des compétences. Les stagiaires doivent être inscrits dans un processus participatif.

Le prestataire doit s'appuyer sur une démarche pédagogique participative, s'appuyer sur des cas concrets, etc.

Il est attendu du prestataire : de respecter le cahier des charges pédagogiques globale de la formation à destination de repreneurs potentiels de PME/PMI, dont notamment le déroulé et le cadrage pédagogique, de produire les supports de présentation en cohérence, de centraliser les CV des autres intervenants éventuels (ex : banquier, etc.), de contribuer en concertation avec les équipes des CCIL à l'évaluation des compétences au terme de la formation en se fondant sur le référentiel de compétences (cf. Annexe 1).

Rôle du prestataire :

Adaptation au programme pédagogique et animation des différents ateliers,
Conception et création des outils pédagogiques, ainsi que les supports y afférents,
Intégrer dans l'intervention l'évaluation des compétences acquises en mettant en œuvre les processus (soutenance, validation par un jury, etc.) mis à disposition par CCI Entreprendre en France.
Ce programme sera utilisé pour l'ensemble des sessions de formation.

6.1. Les étapes du parcours de reprise d'entreprise

Domaine de compétence :

Modéliser un projet de reprise en cohérence avec ses ressources, son environnement, ses objectifs

Compétences :

- En tenant compte de la photo du marché de la reprise d'entreprise du territoire visé et de ses objectifs, définir le processus de reprise le plus adapté à son projet
- En tenant compte du territoire ciblé et du projet, identifier le réseau de conseils et de prescripteurs adapté

Thèmes traités :

- Comprendre les étapes du processus de reprise, la durée, les impacts, les acteurs, les contraintes, le marché (la concurrence entre repreneurs, les cédants et leurs motivations), le temps...
- L'identification et la constitution d'un réseau de conseils et de prescripteurs de cibles

6.2. Rechercher la cohérence homme-projet

Domaine de compétence :

Définir les critères de sélection des entreprises cibles et la stratégie de recherche de cible en fonction de ses objectifs et de l'environnement

Compétences :

- En tenant compte de ses motivations, valeurs, objectifs, ambitions et de sa vision, de ses capacités et contraintes (financières, géographiques...) et de celle du marché, communiquer un projet de reprise cohérent et intelligible par des tiers
- En tenant compte du projet défini, définir les critères de sélection des cibles et la stratégie de recherche

Thèmes traités :

- La définition, la formalisation d'un projet de reprise en cohérence avec ses propres motivations, valeurs, objectifs, ambitions et sa vision pour une communication claire et efficace
- La définition des caractéristiques essentielles des entreprises cibles en adéquation avec le projet. L'élaboration d'une stratégie de recherche

6.3. Les points-clés des diagnostics incontournables de l'entreprise cible

Domaine de compétence :

Choisir les techniques de diagnostic et d'évaluation de l'entreprise cible en tenant compte du projet de reprise défini

Compétences :

- En tenant compte de la filière choisie, identifier les sources d'information nécessaire à la connaissance du marché et à sa veille
- En tenant compte du projet de reprise,
 - o comprendre les méthodologies et outils disponibles pour réaliser les différents diagnostics
 - o choisir les méthodes et outils de diagnostic
 - o Identifier les experts indispensables à sa réalisation
 - o Analyser les informations collectées pour identifier les risques, forces, faiblesses
- En tenant compte des conclusions des diagnostics, décider de poursuivre ou non les négociations engagées
- En cohérence avec le secteur d'activité de l'entreprise, connaître les caractéristiques des principales méthodes d'évaluation financière de l'entreprise
- En tenant compte de la cible identifiée et de sa situation patrimoniale, comprendre les conséquences des choix juridiques, sociaux et fiscaux
- En tenant compte des résultats des diagnostics, connaître les fondamentaux de réalisation d'un plan stratégique
- En tenant compte des profils des différents financeurs et partenaires, maîtriser les éléments qui figurent dans le business plan

Thèmes traités :

- La connaissance du contexte de son futur secteur d'activités (la filière), les différents acteurs (clients, fournisseurs, concurrents) de son environnement économique
- Le diagnostic du business model et de la stratégie générale de l'entreprise cible au regard de son projet entrepreneurial, sa vision, soi-même, le business model cible
- Le diagnostic des stratégies marketing et de communication de l'entreprise cible au regard de son projet entrepreneurial, sa vision, soi-même, le business model cible
- Le diagnostic de la stratégie commerciale de l'entreprise cible au regard de son projet entrepreneurial, sa vision, soi-même, le business model cible

- Le diagnostic de la stratégie de production de l'entreprise cible au regard de son projet entrepreneurial, sa vision, soi-même, le business model cible
- Le diagnostic des RH et du mode de management de l'entreprise cible au regard de son projet entrepreneurial, sa vision, soi-même, le business model cible
- Le diagnostic de la gestion et des finances de l'entreprise cible au regard de son projet entrepreneurial, sa vision, soi-même, le business model cible
- Le choix de la cible en fonction des conclusions des diagnostics
- L'évaluation financière de l'entreprise
- L'optimisation du montage juridico-social-fiscal en tenant compte de ses problématiques patrimoniales personnelles.
- L'élaboration du plan d'actions post-reprise
- La présentation et la maîtrise du contenu du business plan de reprise

6.4. Négocier avec le cédant et intégrer le facteur humain dans la réussite du projet

Domaine de compétence :

Adapter sa technique de communication dans le cadre de la négociation et de la prise de fonction dans l'entreprise reprise

Compétences :

- Appréhender les possibles facteurs de blocages du cédant (vis-à-vis du repreneur ou blocages internes)
- Comprendre les points clés d'une négociation et adapter sa technique de communication avec le cédant dans le cadre de la négociation
- En tenant compte du contexte de l'entreprise reprise, élaborer un scénario d'arrivée dans l'entreprise de façon adaptée
- En tenant compte du contexte de l'entreprise, comprendre la complexité de la passation de pouvoir

Thèmes traités :

- La compréhension des motivations du cédant pour réussir à négocier
- La négociation (c'est quoi, les points clés, les erreurs à éviter,...)
- La préparation de l'arrivée dans l'entreprise (préparer sa communication avec les salariés, les actions à mettre à œuvre...) donc avoir un projet --> les erreurs à éviter, les points-clés...
- L'organisation de la passation avec le cédant (les pièges à éviter, les points de la réussite, modalités d'accompagnement, impact de l'accompagnement)

ARTICLE 7. MODALITES ET DETERMINATION DES PRIX

7.1. Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de la formation, les frais afférents à l'application de l'article 10.13 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment les frais éventuels de déplacement, de restauration et d'hébergement des consultants, les frais de réunions avec le Pouvoir Adjudicateur, les supports divers, ainsi que l'intégralité des coûts de préparation, d'organisation, de réalisation et des prestations rédactionnelles conformément aux dispositions décrites dans le présent accord-cadre, ainsi que les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le taux de TVA est celui en vigueur à la date du fait générateur de ce dernier.

Aucun surcoût de quel qu'ordre que ce soit ne sera accepté par le Pouvoir Adjudicateur. Ainsi, la sous-estimation du temps nécessaire à l'exécution d'une tâche ne pourra donner lieu à aucune majoration de prix. Tous les frais non précisés dans le bordereau des prix unitaires (y compris les heures supplémentaires) restent à la charge du titulaire.

Les opérateurs économiques devront, avant la remise de leur soumission obtenir tous les renseignements qui pourraient leur faire défaut sur la connaissance de l'objet du marché.

L'équipement mis à disposition par la CCI : salle équipée de chaises, tables, vidéoprojecteur, paperboard.

7.2. Forme des prix

Les prestations sont réglées par application des prix unitaires indiqués à l'acte d'engagement et auxquels seront appliquées les quantités réellement exécutées. Les prix unitaires sont indiqués en euros H.T et T.T.C ou net dans l'acte d'engagement.

7.3. Variation dans les prix

Le Mois M0 est le mois de la date limite de remise des offres. Il constitue le mois d'établissement des prix du marché public.

Les prix sont définitifs et révisibles suivant les modalités ci-dessous :

Indice du coût du travail- Coût horaire-Tertiaire (NAF rév.2 sections G à N) – Base 100 en 2020 – Identifiant 010762001
<https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010762001>

Périodicité de la révision :

Le marché est révisable annuellement à la date anniversaire de notification du marché.

La révision des prix est donnée par la formule :

$$P_{n+1} = P_n \times (I_{n+1}/I_n)$$

Où P_{n+1} = Nouveau Prix

P_n = Prix de l'année précédente (soit pour la 1ère année, le prix remis dans l'offre initiale)

Où I_{n+1} est le dernier indice disponible à la date de révision du prix

I_n est le même indice en vigueur 12 mois plus tôt

Où I est l'indice ou index de référence défini ci-dessus

La révision des prix est à l'initiative du titulaire.

Afin de valider la révision des prix, le titulaire transmettra la formule de révision des prix impliquant la variation des prix ainsi que les documents financiers en format XLS avec application du coefficient.

La révision des prix devra être validée par la Direction des Achats avant toute application.

Sans respect de cette procédure, la révision des prix sera nulle et non avenue et ne pourra être appliquée.

Clause butoir : L'évolution des prix résultant de la clause de variation des prix est limitée à 3 % par année. En cas de dépassement de ce butoir, les parties pourront convenir de son évolution par voie d'avenant.

Dans le cas où aucun avenant d'évolution du taux butoir n'est mis en place, si les prix des prestations venaient, lors des ajustements pratiqués, à dépasser l'augmentation de 3% par an fixée ci-dessus, il serait fait application de ce butoir pour déterminer les nouveaux prix du marché.

ARTICLE 8. SOUS-TRAITANCE

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement.

Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient en cours d'exécution le candidat fournit au pouvoir adjudicateur les documents suivants :

- Formulaire DC4 « déclaration de sous-traitance » complété par le titulaire du marché et son sous-traitant
- RIB du sous-traitant en cas de paiement direct (si la prestation sous traitée est d'un montant supérieur à 600 € TTC)
- Déterminer le(s) prestation(s) concernée(s)
- Les documents et renseignements de candidature demandés au titulaire (à l'exception du DC1).

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

ARTICLE 9. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les prestations seront réglées après service fait.

Le mode de paiement choisi par le pouvoir adjudicateur est le virement administratif.

Les factures devront comporter les indications suivantes :

- Intitulé du marché + référence du marché : CCIR-DRE-2025-09
- Références bancaires
- L'intitulé des prestations réalisées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total des prestations réalisées
- Le Numéro d'Engagement de dépense (n° bon de commande)
- La date de la facturation

Le règlement des factures s'effectuera dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de réception des factures par virement bancaire. Pour cela, le candidat mentionne dans l'acte d'engagement ses coordonnées de compte bancaire ou postal.

Pour toute demande relative à une facture, prendre contact avec le service comptabilité à factures_ccir@hautsdefrance.cci.fr .

Le Titulaire transmettra le(s) facture(s) de manière électronique via **CHORUS PRO** :

Ce portail mis à disposition par l'Etat permet de déposer et suivre le paiement des factures électroniques ; il est accessible depuis : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures dématérialisées pourront être déposées (avec signature électronique ou non) ou saisies directement dans le respect des conditions d'utilisation de Chorus.

Les modalités précises d'utilisation seront signifiées au titulaire.

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Important :

Sans indication du numéro de commande émis par la CCI de région HAUTS-DE-FRANCE, les factures ne pourront pas être traitées et devront être retournées au titulaire du marché.

9.1. Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement est obligatoirement répartie entre les membres du groupement.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG, en cas de groupement solidaire, la demande de paiement peut être répartie entre les membres du groupement ; la demande de paiement globale présentée par le mandataire au représentant du pouvoir adjudicateur précise alors le montant ou le % des prestations effectuées par chacun des cotraitants, au regard de la répartition fixée au marché public.

La notion de groupements d'entreprises n'existe pas dans Chorus pro. Chaque membre doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire vise la demande pour la transmission vers le représentant du pouvoir adjudicateur.

La signature de la demande de paiement par le mandataire vaut acceptation par celui-ci du montant à payer à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché public.

9.2. Paiement direct des sous-traitants

Le titulaire peut sous-traiter certaines parties de son contrat, à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Il fournit à cet effet un acte spécial dûment complété (formulaire DC4) et produit les éléments suivants pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du contrat :

- les certificats et attestations des articles R2143-6 à R2143-10 du Code de la Commande Publique,
- un sous-détail des prix comportant les éléments de décomposition de ses prix le cas échéant,
- une attestation d'assurances comme indiquée à l'article "Assurance" du présent cahier en vigueur au moment de l'intervention du sous-traitant le cas échéant,
- un relevé d'identité bancaire ou BIC ou IBAN,
- les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée à engager le sous-traitant,
- les capacités professionnelles du sous-traitant le cas échéant,
- toutes justifications permettant de vérifier que le sous-traitant s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux articles L8222-1 et L8222-4 du code du travail.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du Pouvoir Adjudicateur au Titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au Pouvoir Adjudicateur ou à la personne désignée par lui dans le marché.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement sur Chorus Pro, conformément aux articles L2192-1 et suivants, D2192-1 et suivants, R2192-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sur le « portail public de facturation » (CHORUS PRO), à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le Pouvoir Adjudicateur ou la personne désignée par lui dans le marché adresse sans délai au Titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le Pouvoir Adjudicateur informe le Titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le représentant de la personne publique à chaque sous-traitant concerné, cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans le contrat de sous-traitance et inclut la TVA.

En cas de groupement, si le cotraitant qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

ARTICLE 10. CONTROLE DES PRESTATIONS

10.1. Contrôle des prestations

A la fin du stage, les stagiaires passent un quizz en ligne afin d'évaluer leurs compétences acquises sur les 5 jours de la formation.

Un certificat de compétences leur est remis s'ils obtiennent au moins le nombre de points minimum requis.

En parallèle, une enquête satisfaction peut être remise à chaque participant en fin d'action de formation. La synthèse des enquêtes menées sont disponibles pour le formateur.

10.2. Document remis après exécution

Les différents documents devant être remis et définis dans le présent document feront l'objet d'une présentation claire et soignée. Ils seront illustrés par tout moyen susceptible d'en faciliter la lecture et la compréhension.

ARTICLE 11. PENALITES

Le titulaire ne respectant pas les conditions d'exécution du marché seront exposés aux pénalités définies ci-après. Toutes les pénalités définies ci-dessous sont cumulables entre elles et valables pour le titulaire et ses sous-traitants. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont dues dès le premier euro.

Ces pénalités sont encourues du simple fait de la constatation du représentant du pouvoir adjudicateur et seront à déduire de la facture à venir.

11.1. En cas de retard de l'intervenant (1 heure et plus) aux prestations

En cas de retard abusif (1 heure et plus), le jour de l'exécution des prestations, il sera appliqué de plein droit au titulaire et sans mise en demeure préalable une pénalité forfaitaire de 30% du montant de la prestation.

11.2. En cas d'annulation tardive

En cas de renoncement du titulaire à l'exécution de la formation dans un délai de quinze (15) jours avant le début de l'action de formation, le titulaire s'engage au versement de vingt-cinq pour cent (25%) du prix de la prestation à titre de dédommagement. Dans un délai de huit (8) jours avant le début de l'action de formation, le titulaire s'engage au versement de cinquante pourcent (50%) du prix de la prestation à titre de dédommagement. Dans un délai inférieur à 48 heures ouvrées avant le début de l'action de formation le titulaire s'engage au versement de cent pourcent (100%) du prix de la prestation à titre de dédommagement.

11.3. En cas absence et retard aux réunions prévues avec le pouvoir adjudicateur

En cas de retard abusif (1 heure et plus) ou absence à une réunion avec le pouvoir adjudicateur, il sera appliqué de plein droit et sur simple constat, une pénalité de 50 €.

11.4. Pénalités relatives au non-respect de la législation sociale

Conformément à l'article L8222-6 du code du travail, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à L8221-5 du même code, se verra appliquer des pénalités égale à 10% du montant du marché, sans toutefois excéder la somme de 45 000€, dans l'hypothèse prévue à l'article L8224-1 du code du travail, et la somme de 75 000€, dans celle à l'article L8224-2 du même code.

ARTICLE 12. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 27.1 du CCAG PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire :

- soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard. La décision de faire exécuter les prestations par un tiers, en lieu et place du titulaire, est notifiée au titulaire par l'acheteur. Sous réserve qu'elles ne soient pas entièrement exécutées, le titulaire peut être autorisé par ordre de service à reprendre l'exécution des prestations s'il justifie des moyens nécessaires à cette fin dans le délai prévu par les documents particuliers du marché ou, à défaut, dans le délai de trois mois suivant la notification de la décision d'exécution aux frais et risques. S'il n'a pas été autorisé à reprendre l'exécution du marché dans ce délai, le marché est résilié pour faute du titulaire ;

- soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

S'il n'est pas possible à l'acheteur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

Le titulaire du marché résilié n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes les informations recueillies et les moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution du marché initial et qui seraient nécessaires à l'exécution du marché de substitution. Ce marché de substitution est transmis pour information au titulaire défaillant.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 13. DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES

Le pouvoir adjudicateur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

ARTICLE 14. RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux R2143-3 et R2144-7 du Code de la Commande Publique.

Le marché peut également être résilié conformément aux dispositions des articles 37 à 40 du CCAG-PI.

Tout manquement à l'obligation décrite à l'article 7.1.4 pourra conduire, par dérogation à l'article 39 du CCAG PI, à la résiliation du marché, de plein droit, sans mise en demeure préalable, et sans préjudice de toute demande d'indemnisation par le Pouvoir Adjudicateur.

Si les prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, qualité des fournitures/services ...), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire.

En complément de l'article 40 du CCAG-PI, le pouvoir adjudicateur peut également résilier le marché, s'il y a lieu, pour un motif d'intérêt général. Le titulaire ne pourra alors se prévaloir d'aucune indemnité sauf de la part des frais et investissement, éventuellement engagés pour le marché. Cette indemnité ne pourra pas dépasser 5% du montant HT de la partie résiliée.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement ou de liquidation judiciaire, le Titulaire notifiera sans délai au Pouvoir Adjudicateur le jugement instituant cette procédure ; il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur adressera à l'administrateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché, dans des conditions permettant un bon déroulement de la prestation.

En cas de liquidation judiciaire, le Pouvoir Adjudicateur prononcera la résiliation du marché sauf si le jugement autorise expressément le maintien de l'activité de l'entreprise.

ARTICLE 16. ASSURANCE

Le titulaire doit contracter les assurances (civile et professionnelle) permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 17. VOIES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Administratif de Lille, 5 rue Geoffroy Saint Hilaire, CS 62039, F-59014 Lille Cedex.

E-mail : greffe.ta-lille@juradm.fr

Tél. 03 20 63 13 00.

Fax 03 20 30 68 40

ARTICLE 18. DEROGATION AUX DOCUMENTS GENERAUX

L'article 1 du CCP déroge aux articles 3.4.1 et 3.4.3 du CCAG-PI

L'article 3 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG PI

L'article 4.1.4 du CCP déroge à l'article 32.2 du CCAG PI

L'article 9.1 du CCP déroge à l'article 12.1.2 du CCAG PI

L'article 11 du CCP déroge aux articles 14.1.3 du CCAG PI

L'article 14 du CCP déroge à l'article 39 du CCAG PI